Relations industrielles Industrial Relations

Index alphabétique : Les relations du travail au Canada Subject Index : Canadian Industrial Relations

Volume 25, numéro 1, 1970

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/028105ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/028105ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1970). Index alphabétique : Les relations du travail au Canada. *Relations industrielles / Industrial Relations*, 25(1), 113–126.
<https://doi.org/10.7202/028105ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1970

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

INDEX ALPHABÉTIQUE

LES RELATIONS DU TRAVAIL AU CANADA

ÉQUIPE SPÉCIALISÉE EN RELATIONS DU TRAVAIL (E.S.R.T.)

Accréditation

61; 63; 64; 259-265; 394.

Accréditation temporaire (construction), 459.

Durée, 464.

Reconnaissance volontaire, 454.

Révocation et cessation, 463; 465; 466.

Syndicats, 454-459.

Vote de représentation, 454.

Acte de l'Amérique du nord britannique

47; 52-56; 752-769.

Action collective

433-446; 530-534.

Action politique syndicale

88-89; 513-518.

Administration du personnel

Définition, 104.

Affiliation syndicale

Changement, 458; 465.

Agents publics

Droit d'association, 439-440.

Aliénation

Causes, 302-303; 554.

Des travailleurs, 301-306.

Négociation collective, 306.

Syndicats, 304-305.

Arbitrage

69.

Arbitrage obligatoire, 394-498.

Sentence exécutoire, 603.

Association canadienne de la construction

91; 531.

Association canadienne des manufacturiers

91; 272.

Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers

91.

Association d'employeurs

62; 91.

Accréditation, 531.

Liberté d'association et action collective, 530-534.

Négociation collective, 350.

Promotion, 535.

Association des chemins de fer du Canada

91.

Associations reconnues

454-455.

Assurance-chômage

56.

Assurance-grève

532-534.

Atelier fermé

324.

Définition, 320.

Atelier syndical

Définition, 320.

Atelier syndical ouvert

Définition, 320.

Australie

Nombre de grèves, 407.

Bilinguisme-biculturalisme

Syndicalisme, 343.

Bonne foi

Négociation collective, 544-548.

Boycottage

611-645.

But du, 620.

Juridiction fédérale-provinciale, 762-764.

Bureau de placement

(voir placement)

Bureau de recherche sur les revenus et les coûts

Coopération fédérale-provinciale, 767.

Fonction, 666-672.

Cadres

Droit d'association et de négociation, 437.

Canada français

45.

Carter (Commission)

160.

Capitalisme

30; 32; 273.

Centres de décision

Négociation collective, 553-555.

* Cet index alphabétique a été préparé par Jean Sexton afin de faciliter la consultation du rapport Woods. Les numéros qui apparaissent réfèrent aux paragraphes.

Centralisation

De la négociation collective, 553-555.

Centre des dirigeants d'entreprise

91.

Chambre de commerce du Canada

91; 271; 279.

Changements technologiques (voir conversion industrielle)

288; 673-685.

Et mécontentement des travailleurs, 310.

Charte des Nations Unies

26.

Chômage

Assurance, 56.

Coût du, 162.

Cyclique, 692-694.

Inflation, 652.

Taux de, 159.

Code canadien du travail (normes)

713.

Code criminel

49; 256; 442.

Activité syndicale, 631.

Bris de contrat, 632.

Cerner et surveiller, 633.

Pratiques déloyales, 634.

Restreindre le commerce, 635.

Commission canadienne des relations du travail

734-751.

Commission d'enquête industrielle

574.

Commission de conciliation

67.

Commission des conflits d'intérêt public

709.

Constitution, 581.

Fonction, 582.

Procédure, 583-596.

Commission des relations du travail

61; 736.

Common law

418-422; 618.

Compérages

455.

Conciliateur

66; 570-571.

Conciliation

66-68; 502; 567; 572.

Procédure, 400.

Volontaire et obligatoire, 570.

Concurrence syndicale

(voir rivalité intersyndicale)

Confédération canadienne

29.

Confédération des syndicats nationaux (CSN)

493; 521.

Effectifs, 85.

Structure, 85.

Conflit (du travail)

Atténuation des effets des, 567-574.

Intérêt public, 566-646.

Réglementation des formes de, 605-645.

Rôle du, 392-403; 566.

Situation d'urgence, 575-595.

Conflits de juridiction

522-523.

Congrès du travail du Canada (CTC)

341; 493; 521.

Effectifs du, 85.

Structure du, 86; 336-339.

Vis-à-vis la loi, 282.

Conseil canadien des relations du travail

Constitution de, 770-772.

Fonction conseil, 742; 769.

Rapport annuel, 773.

Conseil canadien des relations ouvrières

63-64; 435; 442; 448-454; 456-457;

475-476; 490; 492; 495-499; 510;

517; 600; 703; 734-751.

Détermination des unités de négociation, 444-453.

Implications constitutionnelles, 765-766.

Juridiction, 737-741.

Nouveau nom, 734.

Poursuite pour pratiques déloyales, 476.

Réexamen des décisions, 749-750.

Représentation, 736.

Représentation tripartite, 736.

Requête pour réexamen, 452.

Révocation d'accréditation, 466.

Rôles et attitudes 735.

Conseil du patronat

351.

Conseil économique du Canada

141-146; 156-160; 647; 671.

Conseillers juridiques

92.

Consommation

Indice des prix à, 653.

Prix à la, 217.

Constitution des Etats-Unis (1791)

24.

Construction (industrie de la)

459; 522; 523; 531.

Consultants

92.

Convention collective

69; 194; 196; 198; 202.

Application, 596-604.

Changements en respect avec, 677.

Clauses expérimentales et ajustement, 561-564.

Convention de longue durée, 559-560.

Droit de grève et lockout à l'expiration, 557-569.

Durée, 205; 453; 559-560.

Extension, 717.

Formes, distribution et langue, 565.

Modifications durant la vie, 675.

Ratification, 500-506.

Sujet à contestation, 455.

Conversion industrielle

42.

Adaptation des travailleurs, 673-685.

Négociation collective, 383-391.

Notion, 382.

Rôle, 383.

Syndicalisme, 386-388.

Coopération fédérale-provinciale

Législation, 755-756.

Uniformisation des lois; 654; 666; 670; 762; 763.

Cotisations syndicales (retenue des)

Ouvrière, 481-484; 490.

Patronale, 531.

C. P. 1003

58.

Cycle économique

208-209.

Déclaration canadienne des droits (1960)

24.

Déclaration des droits de l'homme (1789)

24.

Déclaration des droits de l'homme (1948)

26.

Déclaration d'indépendance (1776)

24.

Déclaration des droits (1689)

24.

Délégation de pouvoir

755-756.

Démocratie économique

Apport fondamental, 300.

Définition, 296.

Démocratie syndicale

485-499; 509.

Droits des syndiqués (Charte des)

491-493.

Durée du travail

692-694; 713; 718.

Emploi

Niveau, 647.

Plein emploi et stabilité des prix, 654.

Employés

77.

Exclus des unités de négociation, 436.

Extension des droits de négociation, 437-443.

Employeurs

(Voir Patronat)

Enquêtes

11-12.

Entrepreneurs dépendants

90.

Entreprises

73-75.

Relevant de deux provinces, 755.

Etat

Compétence provinciale, 93-94.

Intervention, 33-36; 57; 63; 151; 400; 432; 568.

Législateur, 93-94.

Rôle, 699-773.

Etat-employeur

97; 700-705.

Extension d'une convention collective

70; 717.

Formation

721-727.

Formule Pearson

232-235.

Freedman (Rapport)

674-676.

Grande Charte (1215)

24.

Grève

68; 119-120; 393; 404-411; 440-557; 596-604; 605-610.

Assurance, 532-534.

Droit acquis à l'expiration de la convention collective, 557-569.

Situation d'urgence, 575-595.

Vote, 500-506.

Griefs

107; 555.

Arbitrage, 606.

Conventions collectives à long terme, 559.

Médiation, 599.

Gouvernement

(Voir Etat)

Groupements d'employés

80.

Groupements d'« entrepreneurs dépendants »

90.

Heures de travail
692-694; 718.

Immigrants
46.

Inflation
135-136; 163.
Augmentation de salaires, 220.
Causes canadiennes, 172-191.
Causes théoriques, 165-171.
Chômage, 652.
Comportement cyclique, 209-210; 647.
Indice des prix à la consommation, 653.
Négociation collective, 218-239.
Rôle du syndicat, 218.

Information
721-727.

Injonction
640-645.

Intérêt public
98; 488; 502; 539; 557.
Commission des conflits d'intérêts public, 581-595.
Conflit du travail, 566-646.
Effets de négociation collective, 646-698.
Situation d'urgence, 575-595.

Législation du travail
Common law, 418-422.
Loi et comportement des parties, 412-426.

Résistance patronale, 415.
Rôle des lois, 412-413.

Liberté d'association
433-446; 530-534.
Extension, 435.

Liberté d'expression
Patronat, 529.
Piquetage, 613.

Licenciements collectifs
Préavis, 679.

Lock-out
68; 119; 393; 404-411; 440; 506; 507; 532-536; 596-610.

Loi (application de)
636-638.

Loi du travail (voir législation du travail)
Arbitrage des chemins de fer (1903), 50.
Code criminel (1900), 49.
Conciliation (1900), 50.
C.P. 1003 (1944), 58.
Décrets de la convention collective du Québec (1934), 70, 717.
Enquêtes en matière de différents industriels (1907), 51-55.
Relations industrielles et sur les enquêtes visant les relations du travail (1948), 59.

Syndicats ouvriers (1872), 49.
Wagner, 56.

Main-d'oeuvre
76.

Définition, 109.
Déplacement, 679.
Mobilité, 364-375; 697-698; 715.
Politique, 57.
Rémunération, 206-217.
Répartition, 214.

Maîtrise
Droit d'association et négociation, 437.

Maraudage
464; 521.

Marché du travail
Définition et rôle, 101.
Fonction, 363.
Imperfections, 365-366.
Négociation collective, 359; 363-375.
Régime canadien de relations du travail, 430.

Médiation
502; 567; 599.

Mémoires (présentation de)
14.

Méthodologie
9-15.

Milieu constitutionnel
47-72.

Milieu économique
38-46.

Milieu juridique
47-72.

Milieu politique
38-46.

Milieu social
38-46.

« **Ministère des relations du travail du Canada** »
706-734.

Ministère fédéral du travail
706-734.

Coordination avec les autres ministères, 732-733.

Relations fédérales-provinciales et internationales, 728-731.

Négociation collective
Acceptation du principe, 270-283.
Aliénation, 306.
Attitude des employeurs, 272-275.
Attitude des syndicats, 276-278.
Bonne foi, 544-547; 570.
But, 63; 362.
Calendrier et durée, 556-558.
Caractéristique, 392.

- Centralisation et décentralisation, 311; 553-555.
 Centre de décision, 553-555.
 Changements, 123-134.
 Changements technologiques, 288; 673-685.
 Clauses expérimentales, 561-564.
 Conditions d'emploi, 293-294.
 Conversion industrielle, 382-391.
 Critique, 250-426.
 Déficiences structurelles, 203.
 Définition, 106; 431.
 Délégation, 756.
 Droit, 437.
 Droit des successeurs, 460-461.
 Effets, 646-698.
 Efficacité, 284-290.
 Entre syndicats, 295.
 Extension des matières négociables, 285.
 Forme, 198-202.
 Fragmentation, 40.
 Freedman (formule), 674-676.
 Groupes exclus, 252-255.
 Harmonisation des objectifs, 646-672.
 Inflation, 218-239; 647.
 Influence, 228-229; 292.
 Inquiétude du public, 411.
 Intérêt public, 646-698.
 Juridiction fédérale, 754.
 Liberté des employés, 433-444.
 Liberté des employeurs, 433-446.
 Limites, 390-391.
 Lockout collectif, 532.
 Marché du travail, 359; 363-375.
 Mobilité de la main-d'oeuvre, 697-698.
 Négociation continue, 561-564.
 Notion, 381.
 Objectifs, 291.
 Participation au progrès de l'entreprise, 695-696.
 Patronat, 354.
 Portée, 110.
 Processus, 107; 544-565.
 Productivité, 358.
 Protection des droits des travailleurs, 256-258.
 Rajustements, 561-564.
 Ratification, 500-506.
 Reconnaissance, 270-283.
 Régime canadien, 567.
 Rendement économique, 357-362.
 Répartition des revenus, 376-382.
 Responsabilité, 279-283.
 Rôle, 192-249.
 Rôle du conflit, 392-403.
 Salaire, 292.
 Situation d'urgence, 575-594.
 Stratégie, 354.
 Structure, 202; 205; 549-552.
 Unités (plusieurs), 451.
 Valeurs fondamentales, 129.
- Négociation de productivité**
 Effet sur structure de salaire, 696.
 Participation aux profits et progrès, 695.
- Normes de travail**
 114-117; 266-269.
 Autorité fédérale, 764.
 Législation, 711-721.
- Objectifs nationaux**
 138-149.
- Observations**
 Recommandations, 427-773.
- Organisation syndicale**
 61
- Parité de salaire**
 236.
- Patronat**
 Association d'employeurs, 350.
 Assurance-grève et lockout, 532-535.
 Attitudes et politiques, 538-543.
 Changement de nom des employeurs, 460-461.
 Droits d'association, 530.
 Droits et obligation du, 529-543.
 Evolution dans la philosophie, 355.
 Gouvernement fédéral comme employeur, 700-705.
 Philosophie, 351; 352; 353.
 Pratiques déloyales, 467-480; 536-537.
 Préavis de changement technologique, 679.
 Régime canadien de relations du travail, 430.
 Relations du travail, 344-356.
 Résistance aux lois, 415.
 Services de relations du travail, 349.
 Stratégies en relations du travail, 354.
 Syndicalisation, 344-345; 347.
- Piquetage**
 417; 425; 611-645.
 Application de la loi, 636.
 Collectif, 630.
 Délits du travail, 614-619.
 Extension des droits, 639.
 Juridiction fédérale-provinciale; 762-764.
 Légitimité, 623-625.
 Notion, 611-613.
 Primaire, 627.
 Refus de traverser la ligne, 605-627.
 Secondaire, 628.
- Placement**
 Bureau, 486-488.
- Planification**
 126-127; 514.

Plein emploi

155-156; 654.

Politique de main-d'oeuvre

(Voir main-d'oeuvre)

Politique de prix

181-185.

Politique de revenu

662-664.

Politique fiscale

176; 178; 655-656.

Politique monétaire

176; 178; 655-656.

Politiques syndicales

425; 527-528.

Poursuites pour pratiques déloyales

476-477.

Pouvoir syndical

485-499.

Pratiques déloyales

Liberté des employeurs, 536; 537.

Protection des syndicats, 467-480.

Présynjob

482; 490; 516; 531.

Preuve (fardeau de)

639.

Principes de base du régime

22-37.

Prix

Comportement, 206-207.

Hausse de salaire, 220-222.

Stabilité, 155-156; 647; 654.

Plein emploi, 654.

Variation, 157.

Procédure de règlement des griefs

107

Productivité

217.

Indice, 648.

Hausse de salaire, 222.

Salaires réels, 219.

Professions libérales

112.

Droit de négociation, 441.

Public

Torts et désagréments, 404-412.

Ratification

Vote, 500-506.

Recommandations

Observations, 427-773.

Recherche

10; 721-727.

Reconnaissance

Cessation, 463-467.

Volontaire, 455.

Régime de relations du travail

Acceptation du régime, 428.

Adhésion aux fondements essentiels, 427.

Canada, caractéristiques, 429-430; 481.

Définition, 21.

Evolution et fonctionnement, 38-122.

Principes de base, 22-37.

Résultats, 118-121.

Rôle du conflit, 392-403.

Règlements des griefs

107.

Relations du travail

Politique, 427-433.

Rôle du gouvernement, 574.

Relations fédérales-provinciales

728-731.

Relations industrielles

Rôle du gouvernement, 574.

Relations internationales

728-731.

Rencontres

13; 15.

Répartition des revenus

(Voir revenus)

Retenue des cotisations

(Voir cotisations)

Revenus (répartition des)

Négociation collective, 376-382.

Rivalité intersyndicale

43; 263; 332-334; 519-523.

Rôle du gouvernement

699.

Disparités, 211; 214.

Formule Pearson, 232-235.

Hausse de prix; 220-222.

Minimum, 711-712; 714; 716-717.

Moyenne, 212.

Parité, 236; 687; 691.

Réels et productivité, 219.

Statistiques, 649.

Structures, 212; 216-217.

Salaires

Ajustement, 157.

Baisse, 224-225.

Comportement des parties du revenu national, 206-208; 210; 217.

Contrôle sur, 661-662.

Secteur public

Grève, 409-410.

Sécurité sociale

148-149; 286.

Formule, 320.

Sécurité syndicale

320; 324; 481; 484; 490; 494.

Service de la main-d'oeuvre du Canada

487.

Sociétés américaines

43-44.

Société de consommation

308-309.

Successeur

460.

Suède

656

Nombre de grèves, 406.

Syndicalisme

79-80.

Action politique syndicale, 88-89; 513-518.

Aliénation, 304-305.

Attitude et politique syndicales, 527-528.

Bilinguisme, 343.

But, 87.

Concurrence syndicale, 332-334.

Conversion industrielle, 386-388.

Croissance, 81.

De boutique, 257.

Inflation, 218.

Marché du travail, 363-375.

Mécontentement des travailleurs, 307.

Méthodes du syndicalisme, 331-343.

Mobilité de main-d'oeuvre, 363-375.

Pénétration, 82-83.

Philosophie, 342.

Pouvoir syndical, 485-499.

Raisons d'acceptation, 376.

Réaction du patronat, 344.

Réformes de structure, 335.

Régime canadien de relations du travail, 430.

Retenue des cotisations, 481-484.

Rivalité intersyndicale, 332.

Rôle, 89.

Sécurité syndicale, 481-484.

Sortes, 331.

Structure, 84-85; 87; 330-343; 525-526.

Violation de la loi, 423.

Syndicalisme de cadres

437.

Syndicalisme international

Autonomie du syndicalisme canadien, 340.

Structures syndicales, 337-339.

Syndicat de travailleurs

Accès, 323.

Accréditation, 454-459.

Action politique, 88-89; 513-518.

Boutique, 257.

Changement de nom, 460-461.

Concurrence syndicale, 519-523.

Conflit de juridiction, 522.

Définition, 111.

Degré de représentativité, 456.

Droits et obligations, 447-528.

Effectifs syndicaux, 485-499.

Expédition au droit de négociation, 463-466.

Grève et lockout, 605-610.

Inflation, 218.

Influence sur le salaire des travailleurs, 292.

Juridiction fédérale et provinciale, 757-761.

Objectif fondamental, 119.

Pratiques déloyales, 475.

Ratification et vôte de grève, 500-506.

Régime canadien de relations du travail, 430.

Représentativité, 259.

Responsabilité, 319-330; 507-513.

Responsabilité limitée aux actifs, 511.

Restriction du commerce, 635.

Retenue obligatoire des cotisations, 483.

Statut légal, 508.

Structure, 84-85.

Taxes d'entrée

490.

Travailleurs

76-78; 485-499.

Aliénation, 301-306.

Droit, 319-330.

Impatience, 307-318; 554.

Mécontentement, 554.

Tribunal

424.

Unité de négociation

195; 204; 437; 444; 447-453; 462; 492.

Critères de détermination, 448.

Employés exclus, 436.

Fusion, 462.

Importance stratégique, 447.

Morcellement, 451.

Unité spéciale pour fins spécifiques, 453.

Urgence (situation de)

Négociation collective, 575-595.

Violence

425.

Vote de grève

505-506.

Vote de ratification

500-504.

Vote de représentation

457.

SUBJECT INDEX

CANADIAN INDUSTRIAL RELATIONS

THE TASK FORCE ON LABOUR RELATIONS (T.F.L.R.)

- Affluent society**
308-309.
- Agency fee**
482; 490; 516; 531.
- Alienation**
Causes, 302-303; 554.
Collective bargaining, 306.
Unions, 304-305.
Workers, 301-306.
- American associations**
43-44.
- Arbitration**
69
Arbitration award, 603.
Compulsory arbitration, 394-498.
- Australia**
Number of strikes, 407.
- Bargaining units**
195; 204; 437; 444; 447-453;
462; 492.
Determination of, 448.
Division of, 451.
Employees excluded, 436.
Merging of, 462.
Special units for common ends, 453.
Strategic importance, 447.
- Bilingualism-Biculturalism**
Unionism, 343.
- Bill of rights (1689)**
24
- Boycotting**
611-645.
Goal of, 620.
Jurisdiction of, federal, provincial,
762-764.
- Briefs (Submission of)**
14
- British North America Act**
47; 52-56; 752-769.
- "Canada Department of Industrial Relations"**
706-734.
- Canada Department of Labour**
706-734.
Coordination with other departments,
732-733.
Federal-provincial, and international
relations, 728-731.
- Canada Labour Relations Board**
63-64; 435; 442; 448-454; 456-
457; 475-476; 490; 492; 495-
499; 510; 517; 600; 703; 734-
751.
Constitutional Implications, 765-766.
Decertification, 466.
Determination of bargaining units, 444-
453.
Judicial review of decisions, 749-750.
Jurisdiction, 737-741.
New name, 734.
Prosecution for unfair labour practices,
476.
Representation 736.
Request for review of decisions, 462.
Roles and attitudes, 735.
Structure, tripartite, 736.
- Canada Manpower Service**
487
- Canadian Labour (Standards) Code**
713
- Canadian Bill of Rights (1960)**
24
- Canadian Chamber of Commerce**
91; 271; 279.
- Canadian Construction Association**
91; 531.
- Canadian Confederation**
29
- Canadian Industrial Relations Board**
734-751.

* This index was prepared by Jean Sexton to facilitate consultation of the Woods Report. The numbers following the entries refer to the paragraphs.

- Canadian Industrial Relations Council**
Annual Report, 773.
Formation, 770-772.
Function, 742 ; 769.
- Canadian Labour Congress (CLC)**
341 ; 493 ; 521.
Law, and the, 282.
Strength of, 85.
Structure of, 86 ; 336-339.
- Canadian Manufacturer's Association**
91 ; 272.
- Canadian Pulp and Paper Association**
91.
- Capitalism**
30 ; 32 ; 273.
- Carter Commission**
160.
- Centralization**
In the collective bargaining process, 553-555.
- Centre des dirigeants d'entreprise**
91
- Certification**
61 ; 63 ; 64 ; 259-265 ; 394.
Decertification, termination, 463 ; 465 ; 466.
Duration, 464.
Representation votes, 454.
Temporary certification (construction) 459.
Unions, 454-459.
Voluntary recognition, 454.
- Check-off**
(see union dues)
- Closed shop**
324.
Definition, 320.
- Collective action**
433-446 ; 530-534.
- Collective agreement**
69 ; 194 ; 196 ; 198 ; 202.
Application of, 596-604.
Challenges to, 455.
Changes regarding, 677.
Duration of, 205 ; 453 ; 559-560.
Experimental clauses and adjustments, 561-564.
Extension, 717.
Form, Distribution, and Language of, 565.
Long term contracts, 559-560.
Modifications during life of, 675.
Ratification of, 500-506.
Right to strike and lockout on termination of, 557-569.
- Collective Bargaining**
Acceptance in principle, 270-283.
Agreement adjustments, 561-564.
Alienation, 306.
Attitude of employers, 272-275.
Attitude of unions, 276-278.
Bargaining units, 451.
Basic values, 129.
Between unions, 295.
Canadian system, 567.
Centralization and decentralization, 311 ; 553-555.
Changes in, 123-134.
Characteristics, 392.
Collective lockout, 532.
Conditions of employment, 293-294.
Conflict, role of, 392-403.
Continuous bargaining, 561-564.
Coverage of, 110.
Critique of, 250-426.
Definition, 106 ; 431.
Delegation of power, 756.
Distribution of income, 376-382.
Economic efficiency, 357-362.
Effectiveness, 284-290.
Effects, 646-698.
Emergency situation, 575-594.
Expansion of negotiable matters, 285.
Experimental clauses, 561-564.
Federal jurisdiction, 754.
Forms, 198-202.
Fragmentation, 40.
Freedman formula, 674-676.
Freedom of employers, 433-446.
Freedom of workers, 433-444.
Goals, 63 ; 362.
Good faith, 544-547 ; 570.
Groups excluded from, 252-255.
Harmonization of goals, 646-672.
Idea of, 381.
Industrial conversion, 382-391.
Inflation, 218-239 ; 647.
Influence, 228-229 ; 292.
Labour market, 359 ; 363-375.
Labour mobility, 697-698.
Law, 437.
Limitations, 390-391.
Locus of decision making, 553-555.
Management, 354.
Objectives, 291.
Participation and profit sharing, 695-696.
Process, 107 ; 544-565.
Productivity, 358.

Protection of workers' rights, 256-258.

Public interest, 646-698.

Public restiveness, 411.

Ratification, 500-506.

Recognition, 270-283.

Responsibility, 279-283.

Schedule and duration, 556-558.

Strategies, 354.

Structural deficiencies, 203.

Structure, 202 ; 205 ; 549-552.

Successor rights, 460-461.

Technological change, 288 ; 673-685.

Wages, 292.

Common law

418-422 ; 618.

Conciliation

66-68 ; 502 ; 567 ; 572.

Procedures, 400.

Voluntary and compulsory, 570.

Conciliation officer

66 ; 570-571.

Confederation of National Trade Unions (CNTU)

493 ; 521.

Strength, 85.

Structure, 85.

Conseil du patronat

351.

Constitutional environment

47-72.

Construction industry

459 ; 522 ; 523 ; 531.

Consultants (Experts)

92.

Consumption

Consumer Price Index, 653.

Consumer prices, 217.

Courts

424.

Criminal Code

49 ; 256 ; 442.

Breach of contract, 632.

Restraint of trade, 635.

Unfair labour practices, 634.

Union activity, 631.

"Watching and besetting", 633.

Decision making, Locus of

Collective bargaining, 553-555.

Declaration of Human Rights (1948)

26.

Declaration of Independence (1776)

24.

Declaration of the Rights of Man (1789)

24

Delegation of power

755-756.

"Dependent contractor" organizations

90.

Displacement

Notice, 679.

Distribution of income

(see income)

Economic Council of Canada

141-146 ; 156-160 ; 647 ; 671.

Economic cycle

208-209.

Economic environment

38-46.

Economic planning

126-127 ; 514.

Emergency situation

Collective bargaining, 575-595.

Employee organizations

80.

Employees

77.

Excluded from bargaining units, 436.

Extension of the rights of collective bargaining, 437-443.

Employers

(see management)

Employer associations

62 ; 91.

Certification, 531.

Collective bargaining, 350.

Freedom of association and collective action, 530-534.

Wider employer alliances, 535.

Employment

Full employment and price stability, 654.

Level of, 647.

Enterprises

73-75.

Inter-provincial, 755.

Extension of collective agreements

70 ; 717.

Federal-provincial cooperation

Legislation, 755-756.

Standardization of laws, 645 ; 666 ; 670 ; 762 ; 763.

Federal-provincial relations

728-731.

- Fiscal policy**
176 ; 178 ; 655-656.
- Freedman Report**
674-676.
- Freedom of association**
433-446 ; 530-534.
- Freedom of speech**
Management, 529.
Picketing, 613.
- French Canada**
45.
- Full employment**
155-156 ; 654.
- Good faith**
Collective bargaining, 544-548.
- Government**
(see State)
- Grievances**
107 ; 555.
Arbitration, 606.
Long term contracts, 559.
Mediation, 599.
- Grievance procedures**
107.
- Hours of work**
692-694 ; 713 ; 718.
- Immigrants**
46.
- Incomes and Costs Research Board**
Federal-provincial cooperation, 767.
Terms of reference, 666-672.
- Income (distribution of)**
Collective bargaining, 376-382.
- Incomes policy**
662-664.
- Industrial Conflict**
Emergency situations, 575-595.
Mitigating the effects of, 567-574.
Public interest, and, 566-646.
Regulating the forms of, 605-645.
Role of, 392-403 ; 566.
- Industrial conversion**
42
Collective bargaining, 383-391.
Definition and description of, 382.
Human adjustment to, 673-685.
Role of, 383.
Unions and, 386-388.
- Industrial democracy**
Basic contribution of, 300.
Definition of, 296.
- Industrial inquiry commission**
574.
- Industrial relations**
Role of government, 574.
- Industrial relations system**
Acceptance of foundations, 427.
Canada, characteristics, 429-430 ; 481.
Conflict, role of, 392-403.
Definition of, 21.
Endorse basic principles, 428.
Evolution and working of, 38-122.
Fundamental principles, 22-37.
Results, 118-121.
- Inflation**
135-136 ; 163.
Canadian causes of, 172-191.
Collective bargaining, 218-239.
Consumer Price Index, 653.
Cyclical behaviour, 209-210 ; 647.
Role of Unions, 218.
Theoretical causes of, 165-171.
Unemployment and, 652.
Wage increases and, 220.
- Information**
721-727.
- Initiation fees**
490.
- Injunction**
640-645.
- International relations**
728-731.
- International unionism**
Canadian autonomy of unions, 340.
Union structures, 337-339.
- Inter-union rivalry**
43 ; 263 ; 332-334 ; 519-523.
- Investigations**
11-12.
- Jurisdiction or work assignment disputes**
522-523.
- Labour force**
Allocation, 214.
Definition, 109.
Displacement, 679.
Early policies, 57.
Mobility, 364-375 ; 697-698 ; 715.
Remuneration, 206-217.

Labour legislation

Collective Agreement Decrees Act of Quebec (1934), 70 ; 717.
 Common Law, 418-422.
 Conciliation (1900), 50.
 Criminal Code (1900), 49.
 Employer resistance, 415.
 First federal labour legislation (1872), 49.
 Industrial Disputes Investigation Act (1907), 51-55.
 Industrial Relations and Disputes Investigation Act (1948), 59.
 Law and the behaviour of the parties, 412-426.
 Order in Council, P.C. 1003 (1944), 58.
 Railway Labour Disputes Act (1903), 50.
 Role of laws, 412-413.
 Wagner Act (1935), 56.

Labour market

Canadian industrial relations system, 430.
 Collective bargaining, 359 ; 363-375.
 Definition and role, 101.
 Function, 363.
 Imperfections in, 365-366.

Labour relations

Politics of, 427-433.
 Role of government, 574.

Labour relations boards

61 ; 736.

Labour standards

114-117 ; 266-269.
 Federal jurisdiction, 764.
 Legislation, 711-721.

Law (application of)

636-638.

Law enforcement officers

Right of association, 439-440.

Legal counsel and consultants

92.

Legal environment

47-72.

Liberal professions

112

Bargaining rights, 441.

Lock-out

68 ; 119 ; 393 ; 404-411 ; 440 ; 506 ;
 507 ; 532-536 ; 596-610.

Magna Carta (1215)

24.

Managerial employees supervisory and junior

Right of association and negotiation, 437.

Managerial employees, unionism of

437.

Mediation

502 ; 567 ; 599.

Meetings

13 ; 15.

Methodology

9-15.

Monetary policy

176 ; 178 ; 655-656.

National objectives

138-149.

Observations

Recommendations, 427-773.

Open union shop

Definition, 320.

Order in Council, P.C. 1003

58.

Pearson Formula

232-235.

Personnel administration

Definition, 104.

Picketing

Application of the law of, 636.
 Collective, 630.
 Extension of the rights of, 639.
 Federal-provincial jurisdiction, 762-764.
 Idea of, 611-613.
 Industrial torts, 614-619.
 Legality, 623-625.
 Primary, 627.
 Secondary, 628.
 Refusal to cross picket line, 605-627.

Placement Bureau

486-488.

Political activities of unions

88-89 ; 513-518.

Political environment

38-46.

Prices

Behaviour, 206-207.
 Full employment, 654.
 Stability, 155-156 ; 647 ; 654.
 Variation, 157.
 Wage increases, 220-222.

Pricing policies

181-185.

Principles underlying the system

22-37.

Productivity

217

Index, 648.

Real wages, 219.

Wage increases, 222.

Productivity bargaining

Effects on wage structure, 696.

Progress and profit sharing, 695.

Proof (burden of)

639

Prosecution for unfair labour practices

476-477.

Public

Inconvenience and hardship, 404-412.

Public interest

98 ; 488 ; 502 ; 539 ; 557.

Effects of collective bargaining, 646-698.

Emergency situations, 575-595.

Industrial conflict, 566-646.

Public Interest Disputes Commission, 581-595.

Public Interest Disputes Commission

709.

Formation, 581.

Function, 582.

Procedures, 583-596.

Public sector

Strikes, 409-410.

Raiding between rival unions

464 ; 521.

Railway Association of Canada

91.

Ratification vote

500-506.

Recognition

Termination, 463-467.

Voluntary, 455.

Recognition of associations

454-455.

Recommendations

Observations, 427-773.

Representation vote

457.

Research

10 ; 721-727.

Rights of union members

491-493.

Role of government

699.

Social environment

38-46.

Social security

148-149 ; 286.

Formula, 320.

State

Intervention, 33-36 ; 57 ; 63 ; 151 ; 400 ; 432 ; 568.

Legislator, 93.

Provincial jurisdiction, 93-94.

Role of, 699-773.

State as employer

97 ; 700-705.

Strike insurance

532-534.

Strikes

68 ; 119-120 ; 393 ; 404-411 ; 440-557 ; 596-604 ; 605-610.

Insurance, 532-534.

Potential emergency situation, 575-595.

Right acquired on the expiration of a collective agreement, 557-569.

Vote, 500-506.

Strike vote

505-506.

Successor rights

460.

Sweden

656

Number of strikes, 406.

"Sweetheart" agreements

455

Technological change (see industrial conversion)

288 ; 673-685.

and workers' discontent, 310.

Trade union

Access to, 323.

Basic goals, 119.

Canadian industrial relations system, 430.

Certification, 454-459.

Change of name, 460-461.

Company union, 257.

Compulsory check-off, 483.

Conflict of jurisdiction, 522.

Cooperation among unions, 519-523.

Definition, 111.

Federal-provincial jurisdiction, 757-761.

Inflation, 218.

Influence on wages and salaries, 292.

Legal status, 508.

Limited (corporate) liability, 511.

Political action, 88-89 ; 513-518.
 Ratification and strike votes, 500-506.
 Representation, 259.
 Responsibility, 319-330 ; 507-513.
 Restraint of trade, 635.
 Rights and obligations, 447-528.
 Strikes and lock-outs, 605-610.
 Structure, 84-85.
 Termination of bargaining rights, 463-466.
 Unfair labour practices, 475.
 Worker support, 456.

Trade unionism

Alienation, 304-305.
 Bilingualism, 343.
 Canadian industrial relations system, 430.
 Company unions, 257.
 Cooperation among unions, 332-334.
 Goals, 87.
 Growth, 81.
 Industrial conversion, 386-388.
 Inflation, 218.
 Inter-union rivalry, 332.
 Labour market, 363-375.
 Labour mobility, 363-375.
 Management reaction to, 344.
 Philosophy of, 342.
 Political activities of unions, 88-89 ; 513-518.
 Rationale for, 376.
 Role of, 89.
 Structure, 84-85 ; 87 ; 330-343 ; 525-526.
 Structural reforms, 335.
 Types of, 331.
 Union attitudes and policies, 527-528.
 Union authority, 485-499.
 Union dues and the check-off, 481-484.
 Union methods, 331-343.
 Union penetration, 82-83.
 Union security, 481-484.
 Violations of the law, 423.
 Worker discontent, 307.

Unemployment

Cost of, 162.
 Cyclical, 692-694.
 Inflation, and, 652.
 Insurance, 56.
 Rate of, 159.

Unemployment insurance

56.

Unfair labour practices

Freedom of employers, 536 ; 537.
 Protection of unions, 467-480.

Union affiliation

Changing of, 458 ; 465.

Union authority

485-499.

Union democracy

485-499 ; 509.

Union dues (deduction of)

Employer, 531.
 Worker, and, 481-484 ; 490.

Union organization

61.

Union policies and approaches

425 ; 527-528.

Union security

320 ; 324 ; 481 ; 484 ; 490 ; 494.

Union shop

Definition, 320.

United Nations Charter

26.

United States Constitution (1791)

24.

Violence

425.

Wage parity

236.

Wages

Adjustments, 157.
 Averages, 212.
 Behaviour on national income, 206-208 ; 210 ; 217.
 Control, 661-662.
 Disparities, 211 ; 214.
 Downward movement, 224-225.
 Minimum, 711-712 ; 714 ; 716-717.
 Parity, 236 ; 687 ; 691.
 Pearson formula, 232-235.
 Price increases, 220-222.
 Real, and productivity, 219.
 Statistics, 649.
 Structures, 212 ; 216-217.

Workers

76-78 ; 485-499.
 Alienation, 301-306.
 Discontent, 554.
 Rights, 319-330.
 Unrest, 307-318 ; 554.